

Affaire Monomeros: Le Venezuela demande à Interpol d'arrêter 23 personnes pour usurpation



La Havane, 23 septembre, (RHC)- Le gouvernement vénézuélien a présenté ce jeudi des mandats d'arrêt internationaux pour 23 ressortissants directement liés au vol et à la destruction de l'entreprise vénézuélienne Monomeros à Barranquilla, en Colombie.

Dans des déclarations à la presse, le ministre vénézuélien du Pétrole, Tareck El Aissami, a expliqué ce qu'il a appelé le nouveau "complot de corruption, de destruction et de vol perpétré" par des secteurs de l'extrême droite dans son pays.

Il a dénoncé le fait que l'entreprise, filiale de Pequiven (Petroquímica de Venezuela SA), est aujourd'hui un "cimetière de ruines, totalement dévasté et avec une capacité de production de zéro pour cent".

Des images diffusées à la télévision et circulant sur les réseaux sociaux ont révélé la détérioration avancée de l'installation, qui fournissait autrefois 37% des engrais utilisés dans les campagnes colombiennes.

Avec la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et la Colombie en 2019, le président de l'époque, Iván Duque, le président autoproclamé Juan Guaidó et Leopoldo López ont conclu un compromis et remis les destinées de l'industrie entre les mains d'un conseil d'administration aux vues similaires.

Tareck El Aissami a rendu l'ancien président colombien, Leopoldo López actuellement fugitif et Guaidó responsables de la destruction de Monomeros.

Il a déclaré que cette "trilogie du mal" a profité des institutions colombiennes et volé cet actif, propriété du Venezuela.

Non seulement ils ont commis un vol, mais ils ont également essayé de nous enlever Pequiven et ont eu un impact négatif sur l'activité principale des agriculteurs et des producteurs colombiens, a-t-il déclaré.

Le ministre du pétrole a également déclaré que les 23 personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, avec alerte rouge, sont accusées des crimes d'"usurpation de fonctions, d'association de malfaiteurs et de blanchiment d'argent".

Il a ajouté que ces citoyens faisaient partie de conseils d'administration et de directeurs liés au crime, et sur lesquels il y a quatre plaintes plus un nombre égal de cas ouverts depuis 2019 et jusqu'à l'année dernière, par le ministère public.

Lundi dernier, le président de Pequiven, Pedro Tellechea, et l'ambassadeur du Venezuela en Colombie, Felix Plasencia, ont signé à Bogota un document par lequel le contrôle de l'entreprise passe de nouveau aux mains de son propriétaire légitime, le gouvernement vénézuélien.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/300094-affaire-monomeros-le-venezuela-demande-a-interpol-darreter-23-personnes-pour-usurpation>



Radio Habana Cuba